

SAMIR AMIN

L'INDISPENSABLE RECONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

1

Le système en place depuis une trentaine d'années est caractérisé par l'extrême centralisation du pouvoir dans toutes ses dimensions, locales et internationales, économiques, politiques et militaires, sociales et culturelles.

Quelques milliers d'entreprises géantes et quelques centaines d'institutions financières, associées dans des alliances cartellisées, ont réduit les systèmes productifs nationaux et mondialisés au statut de sous-traitance. De cette manière les oligarchies financières accaparent une part croissante du produit du travail et de l'entreprise transformée en rente pour leur bénéfice exclusif.

Ayant domestiqué les partis politiques traditionnels majeurs de « droite » et de « gauche », les syndicats et les organisations de la société dite civile, ces oligarchies exercent désormais également un pouvoir politique absolu, et le clergé médiatique qui leur est soumis fabrique la désinformation nécessaire pour la dépolitisation des opinions générales. Les oligarchies ont annihilé la portée ancienne du pluripartisme et lui ont substitué un régime de quasi parti unique du capital des monopoles. Privée de sens, la démocratie représentative perd sa légitimité.

Ce système du capitalisme tardif contemporain, parfaitement clos, répond aux critères du « totalitarisme », qu'on se garde néanmoins d'invoquer à son endroit. Un totalitarisme pour le moment encore « doux » mais toujours prêt à recourir à la violence extrême dès lors que, par leur révolte possible, les victimes – la majorité des travailleurs et des peuples – viendraient à se révolter.

Les transformations multiples associées à ce processus dit de « modernisation » doivent être appréciées à la lumière de l'évolution majeure identifiée dans les lignes précédentes. Il en est ainsi des défis écologiques majeurs (la question du changement climatique en particulier) auxquels le capitalisme ne peut apporter aucune réponse (et l'accord de Paris sur le sujet n'est rien d'autre que de la poudre jetée aux yeux des opinions naïves), comme des avancées scientifiques et des innovations technologiques (informatique entre autre) rigoureusement soumises aux exigences de la rentabilité financière qu'elles doivent procurer aux monopoles. L'éloge de la compétitivité et de la liberté des marchés, que les médias asservis présentent comme garants de l'expansion des libertés et de l'efficacité des interventions de la société civile, constitue un discours aux antipodes de la réalité, animée par les conflits violents entre fractions des oligarchies en place et réduite aux effets destructeurs de leur gouvernance.

2

Dans sa dimension planétaire le capitalisme contemporain procède toujours de la même logique impérialiste qui a caractérisé toutes les étapes de son déploiement mondialisé (la colonisation du XIX^e siècle constituait une forme évidente de mondialisation). La « mondialisation »

contemporaine n'échappe pas à la règle : il s'agit d'une forme nouvelle de mondialisation impérialiste, et rien d'autre. Ce terme passe partout, sans qualification, cache la réalité majeure : le déploiement de stratégies systématiques développées par les puissances impérialistes historiques (Etats Unis, pays de l'Europe occidentale et centrale, Japon) qui poursuivent l'objectif de pillage des ressources naturelles du Grand Sud et la sur exploitation de ses forces de travail que la délocalisation et la sous traitance commandent. Ces puissances entendent conserver leur « privilège historique » et interdire à toutes les autres nations de sortir de leur statut de périphéries dominées.

L'histoire du siècle dernier avait précisément été celle de la révolte des peuples des périphéries du système mondial, engagés dans la déconnexion socialiste ou dans les formes atténuées de la libération nationale, dont la page est provisoirement tournée. La recolonisation en cours, privée de légitimité, demeure de ce fait fragile.

Pour cette raison les puissances impérialistes historiques de la triade ont mis en place un système de contrôle militaire collectif de la planète, dirigé par les Etats Unis. L'appartenance à l'Otan, indissociable de la construction européenne, comme la militarisation du Japon, traduisent cette exigence du nouvel impérialisme collectif qui a pris la relève des impérialismes nationaux (des Etats Unis, de la Grande Bretagne, du Japon, de l'Allemagne, de la France et de quelques autres) naguère en conflit permanent et violent.

Dans ces conditions la construction d'un front internationaliste des travailleurs et des peuples de toute la planète devrait constituer l'axe majeur du combat face au défi que représente le déploiement capitaliste impérialiste contemporain.

3

Face au défi défini dans les paragraphes précédents l'ampleur des insuffisances des luttes conduites par les victimes du système paraît béante. Les faiblesses de ces réponses populaires sont de nature diverse que je rangerai sous les rubriques suivantes :

(i)L'émiettement extrême des luttes, du local au mondial, toujours spécifiques, concernant des lieux et des domaines particuliers (écologie, droits des femmes, services sociaux, revendications communautaires etc.). Les rares campagnes de portée nationale ou même mondiale n'ont guère enregistré de succès significatifs entraînant des changements dans les politiques mises en œuvre par les pouvoirs ; et nombre de ces luttes ont été absorbées par le système et nourrissent l'illusion de la possibilité de sa réforme.

La période est pourtant celle de l'accélération prodigieuse de processus de prolétarianisation généralisée : la presque totalité des populations des centres sont désormais soumis au statut de travailleurs salariés vendeurs de leur force de travail, l'industrialisation de régions du Sud a entraîné la constitution de prolétariats ouvriers et de classes moyennes salariées, leurs paysanneries sont désormais pleinement intégrées au système marchand. Mais les stratégies politiques mises en œuvre par les pouvoirs sont parvenues à émettre ce gigantesque prolétariat en fractions distinctes, souvent en conflit. Cette contradiction doit être surmontée.

(ii)Les peuples de la triade ont renoncé à la solidarité internationaliste anti impérialiste à laquelle ont été substituées au mieux des campagnes « humanitaires » et des programmes « d'aide »

contrôlés par le capital des monopoles. Les forces politiques européennes héritières de traditions de gauche adhèrent largement de ce fait à la vision impérialiste de la mondialisation en place.

(iii) Une idéologie nouvelle de droite a gagné l'adhésion des peuples.

Au Nord le thème central de la lutte de classe anti capitaliste est abandonné – ou réduit à son expression la plus parcellaire – au bénéfice d'une prétendue définition nouvelle de la « culture sociétaire de gauche », communautariste, séparant la défense de droits particuliers du combat général contre le capitalisme.

Dans certains pays du Sud la tradition des luttes associant le combat anti impérialiste au progrès social a cédé la place à des illusions passéistes réactionnaires d'expression para religieuses ou pseudo ethniques.

Dans d'autres pays du Sud les succès de l'accélération de la croissance économique au cours des dernières décennies nourrissent l'illusion de la possibilité de la construction d'un capitalisme national « développé » capable d'imposer sa participation active au façonnement de la mondialisation.

4

Le pouvoir des oligarchies de l'impérialisme contemporain paraît indestructible, dans les pays de la triade et même à l'échelle mondiale (la « fin de l'histoire » !). L'opinion générale souscrit à son déguisement en « démocratie de marché » et le préfère à son adversaire du passé – le socialisme – affublé des qualificatifs les plus odieux (autocraties criminelles, nationalistes, totalitaires etc.).

Et pourtant ce système n'est pas viable pour beaucoup de raisons :

(i) Le système capitaliste contemporain est présenté comme « ouvert » à la critique et à la réforme, inventif et flexible. Des voix commencent à s'exprimer qui prétendent mettre un terme aux abus de sa finance incontrôlée et aux politiques d'austérité permanente qui l'accompagne, et ainsi de « sauver le capitalisme ». Mais ces appels resteront sans écho : les pratiques en cours servent les intérêts des oligarchies de la triade – les seuls qui comptent – dont elles garantissent la croissance continue de la richesse, en dépit de la stagnation économique qui frappe la triade.

(ii) Le sous-système européen fait partie intégrante de la mondialisation impérialiste. Il a été conçu dans un esprit réactionnaire, anti socialiste, pro impérialiste, soumis à la direction militaire des Etats Unis. L'Allemagne y exerce son hégémonie, en particulier dans le cadre de la zone euro et en Europe orientale annexée comme l'Amérique latine l'est par les Etats Unis. L'« Europe allemande » sert les intérêts nationalistes de l'oligarchie germanique, exprimés avec arrogance comme on l'a vu dans la crise grecque. Cette Europe n'est pas viable et son implosion est déjà amorcée.

(iii) La stagnation de la croissance dans les pays de la triade fait contraste avec son accélération dans des régions du Sud qui ont été capables de tirer profit de la mondialisation. On en a conclu trop vite que le capitalisme est bien vivant, mais que son centre de gravité se déplacerait des vieux pays de l'Occident atlantique au Grand Sud en particulier asiatique. En fait les obstacles à la poursuite de ce mouvement correctif de l'histoire sont appelés à prendre toujours plus d'ampleur dans la violence de leur mobilisation – par le moyen entre autre des agressions militaires. Les puissances

impérialistes n'entendent pas permettre à un pays quelconque de la périphérie – grand ou petit – de se libérer de leur domination.

(iv) Les dévastations écologiques associées nécessairement à l'expansion capitaliste viennent renforcer les raisons pour lesquelles ce système n'est pas viable.

Le moment actuel est celui de « l'automne du capitalisme » sans que celui-ci ne soit renforcé par l'émergence du « printemps des peuples » et de la perspective socialiste. La possibilité de réformes progressistes d'ampleur du capitalisme parvenu à son stade actuel ne doit pas faire illusion. Il n'y a pas d'alternative autre que celle que rendrait possible un renouveau de la gauche radicale internationaliste, capable mettre en œuvre – et non pas seulement d'imaginer – des avancées socialistes. Il faut sortir du capitalisme en crise systémique et non pas tenter l'impossible sortie de cette crise du capitalisme.

Dans une première hypothèse rien de décisif ne viendrait affecter l'attachement des peuples de la triade à leur option impérialiste, en particulier en Europe. Les victimes du système demeureraient dans l'incapacité de concevoir la sortie des sentiers battus du « projet européen », la déconstruction nécessaire de ce projet, préalable incontournable à sa reconstruction, plus tard, dans une autre vision. Les expériences de Siriza, de Podemos, de la France insoumise, les hésitations de Die Linke et d'autres témoignent de l'ampleur et de la complexité du défi. L'accusation facile de « nationalisme » à l'endroit des critiques de l'Europe ne tient pas la route. Le projet européen se réduit de plus en plus visiblement dans celui du nationalisme bourgeois de l'Allemagne. Il n'y a pas d'alternative, en Europe comme ailleurs, à la mise en place d'étapes de projets nationaux populaires et démocratiques (non bourgeois, mais anti bourgeois), amorçant la déconnexion de la mondialisation impérialiste. Il faut déconstruire la centralisation outrancière de la richesse et du pouvoir associée au système en place.

Dans cette hypothèse le plus probable serait un « *remake* » du 20^e siècle : des avancées amorcées exclusivement dans quelques périphéries du système. Mais il faut savoir alors que ces avancées demeureront fragiles comme l'ont été celles du passé, et pour la même raison, à savoir la guerre permanente que les centres impérialistes ont poursuivi contre elles, largement à l'origine de leurs limites et dérives. Par contre, l'hypothèse d'une progression de la perspective de l'internationalisme des travailleurs et des peuples ouvrirait la voie à d'autres évolutions, nécessaires et possibles.

La première de ces voies est celle de la « décadence de la civilisation ». Elle implique que les évolutions ne sont maîtrisées par personne, se creusent leur chemin par la seule « force des choses ». A notre époque, compte tenu de la puissance de destruction à la disposition des pouvoirs (destructions écologiques et militaires) le risque, dénoncé par Marx en son temps, que les combats détruisent tous les camps qui s'y affrontent, est réel. La seconde voie par contre exige l'intervention lucide et organisée du front internationaliste des travailleurs et des peuples.

La mise en route de la construction d'une nouvelle Internationale des travailleurs et des peuples devrait constituer l'objectif majeur du travail des meilleurs militants convaincus du caractère odieux et sans avenir du système capitaliste impérialiste mondial en place. La responsabilité est lourde et la

tâche exigera des années encore avant de donner des résultats visibles. Pour ma part je soumetts les propositions suivantes :

(i) L'objectif est de créer une *Organisation* (l'Internationale nouvelle) et non simplement un « mouvement ». Cela implique qu'on aille au-delà de la conception d'un Forum de discussions. Cela implique également qu'on prenne la mesure des insuffisances associées à l'idée, encore dominante, de « mouvements » prétendus horizontaux, hostiles aux organisations dites verticales, sous prétexte que ces dernières sont par nature anti démocratiques. L'organisation naît de l'action qui secrète par elle-même des cercles « dirigeants ». Ces derniers peuvent aspirer à dominer, voire manipuler les mouvements ; mais on peut également se protéger contre ce danger par des statuts appropriés. Matière à discussion.

(ii) L'expérience de l'histoire des Internationales ouvrières doit être étudiée sérieusement, même si l'on pense qu'elles appartiennent au passé. Non pour « choisir » un modèle parmi elles, mais pour inventer la forme la mieux appropriée aux conditions contemporaines.

(iii) L'invitation doit être adressée à un bon nombre de partis et d'organisations en lutte. Un premier comité responsable de la mise en route du projet devrait être constitué rapidement.

(iv) Je n'ai pas souhaité alourdir ce texte. Je revoie néanmoins à des textes complémentaires (en français et en anglais) :

a) un texte fondamental concernant l'unité et la diversité dans l'histoire moderne des mouvements au socialisme

b) un texte concernant l'implosion du projet européen

c) quelques textes concernant : l'audacité exigée dans la perspective du renouveau de gauches radicales, la lecture de Marx, la nouvelle question agraire, la leçon d'Octobre 1917 et celle du maoïsme, le renouveau nécessaire de projets nationaux populaires.